

Conseil Général du Nord

LA DERNIERE JOURNEE

Le Conseil général a examiné des vœux politiques, se rapportant à la loi sur les assurances sociales, la désignation des délégués sénatoriaux, le scrutin uninominal. -- Il règle diverses questions intéressantes, dont celles du chômage et du budget, et a à connaître deux sujets délicats : l'entrée de M. Boulin au Consortium et l'affaire de l'Union départementale

LA SEANCE DU MATIN

La séance du matin commence à 11 h., sous la présidence de M. Potié.

Assurances sociales

Le Conseil général émet le vœu que le Sénat discute et vote sans retard le projet d'assurances sociales pour que la Chambre...

Après une protestation de M. Mahieu quant à la mauvaise volonté que l'on prête au Sénat à accepter les assurances sociales, M. Lobas déclare que les assurances sociales n'ont rien de comparable avec les retraites ouvrières.

M. Mahieu proteste de nouveau et déclare que si le Sénat n'a pas encore étudié la question d'une façon définitive, c'est parce qu'il n'a pu obtenir un renseignement capital des gouvernements successifs sur ce qui concernait exactement le projet et sur sa répercussion sur les budgets de l'Etat.

M. Mahieu a dit, d'une affaire de 200 millions.

Désignation des délégués sénatoriaux

Le Conseil a à examiner le vœu : « Que les délégués sénatoriaux soient désignés dans les départements par des Conseils municipaux à raison d'un délégué par 500 habitants au moins, de nationalité française ;

« Que le nombre des sénateurs, par département, soit proportionnel aux délégués sénatoriaux ainsi désignés, sans toutefois que le nombre des sénateurs ne soit supérieur à celui des députés par département soit fait proportionnellement à leur population.

M. Couteaux défend le vœu, parce qu'il estime que sa proposition sauvera les intérêts des agriculteurs.

M. Mahieu déclare que le fonctionnement actuel du vote des sénateurs, n'est pas une création d'aujourd'hui, mais qu'il date de la Constitution de 1875, qui a tenu compte non pas des habitants, mais du nombre des communes.

M. Mercier veut tout simplement la révision de la Constitution sur une base prolétarienne.

M. Ingheles, M. Boulin et le Consortium

Au sujet de l'entrée de M. Boulin, inspecteur divisionnaire du travail, en retraite, au Consortium de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing, M. Ingheles demande au Préfet si ce commerce...

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

M. Boulin rétorque et dit que son entrée au Consortium n'est que le résultat de son passage de l'Inspection du travail dans une organisation de combat.

M. Hudebo répond en deux points : 1° M. Boulin, fonctionnaire, ne mérite pas des honneurs pour le fait dont il a été déchargé.

Et M. Gullbaust constate : « Ils sont 34 de la Fédération, 24 socialistes, et tout 58 qui convertis en républicains, reviennent sur leur décision.

« Nous persistons -- pour notre part -- à demander une législation qui garantisse à tous les citoyens, le droit d'être représentés dans l'Assemblée du suffrage universel. Nous tenons donc édictés à la justice représentative, et le demandant que vous reviez à votre vœu du 21 mai 1924.

M. Demolon dépose une motion au nom de la Fédération Républicaine demandant le scrutin uninominal, mais en déclarant que la majorité serait acquise au premier tour si ceux qui réuniraient 40 % du montant des suffrages exprimés.

M. Lobas critique le vœu émis par M. Demolon, ajoutant qu'aucun Conseil général n'a émis un vœu semblable, et déclare qu'il n'y a qu'un seul système qui puisse supprimer le mode actuel de vote, c'est le scrutin uninominal à deux tours.

Il insiste sur la nécessité d'une entente pour triompher puisque cette entente est la seule chance de succès. Le tout, évidemment, est d'être d'accord sur le point de vue.

Et il conclut en demandant à M. Demolon, le retrait de son vœu.

Sur la demande de M. Potié, M. Lobas donne lecture du vœu sur lequel s'est rallié le 3e Bureau.

M. Demolon demande une suspension de deux minutes, qui est accordée, et la séance est reprise; M. Demolon retire sa motion et les conclusions du rapport sont adoptées.

Le chômage

M. Lobas rappelle la réunion extraordinaire de février concernant les mesures à adopter pour combattre le chômage. La situation à ce jour se présente ainsi :

Les fonds municipaux de chômage ont versé depuis le 1er janvier 1927 : 688.000 fr.

Les fonds de chômage de l'Etat ont versé, depuis la même date, 22.000 fr.

Des travaux ont été entrepris pour occuper les chômeurs qui ont touché 112.013 fr. 73 à répartir les routes.

Les conclusions du rapport sont ainsi conçues : Pour un chômage de deux jours entiers par semaine, représentant 16 heures, le chômeur reçoit une allocation journalière :

Pour un chômage de trois jours par semaine, ou de 24 heures, le chômeur reçoit deux allocations journalières :

Pour un chômage de quatre jours par semaine, ou de 32 heures, le chômeur reçoit trois allocations journalières :

Pour un chômage de cinq jours par semaine, le chômeur reçoit quatre allocations journalières.

L'adhérent ayant chômé six jours, c'est-à-dire, toute la semaine, reçoit six allocations journalières.

Le Conseil général vote un crédit supplémentaire de 400.000 francs et donne délégation à la Commission départementale pour effectuer entre le crédit subventionnel sur fonds et aux caisses de chômage et le crédit fonds départemental de chômage, tout ce qui est nécessaire et possible.

M. Mahieu indique quels sont les travaux exécutés par le Département au titre des travaux de chômage, et ce qui pourra être envisagé en ce sens.

M. Couteaux signale comme travaux, les projets de l'Office départemental des habitations à bon marché, qui, amène un incident en ce sens.

L'Union départementale

M. Lobas, profite de ce que M. Couteaux parle des habitations à bon marché pour lui demander dans l'affaire de l'Union départementale des Sociétés de secours mutuels, un accord est toujours possible quant au règlement de la somme de 1.500.000 fr. en ligne.

M. Couteaux rend compte de la situation des délégués actuellement faites pour obtenir ce règlement.

L'emploi des fonds a été irrégulièrement fait, l'Office départemental n'est opposé, dit-il, à toute mauvaise interprétation de son don ainsi qu'il l'a fait par l'Union. L'Union semble comprendre que elle a fait fausse route et demande un aide pour rentrer dans le droit chemin.

L'incident est clos.

Répartition des sièges des députés dans le Nord

Le Parti socialiste émet un vœu tendant à ce que la répartition des 24 sièges des députés dans le Nord, soit faite proportionnellement à sa population.

M. Mahieu précise la situation d'Hazebrouck qui doit être considérée comme un département à sa population tomber accidentellement au-dessous du coefficient voulu.

M. Delanney fait connaître son opinion.

Le vœu est rejeté par 18 voix contre 17.

Quelques substantifs : 30.000 francs sont votés pour l'Institut cinématographique ; 2.000 fr. pour le centre de chimie Berthelot.

Visites sociales

M. Demolon donne des chiffres pénibles sur les maladies infantiles qui a croissant et regrette que les Consultations de nourrissons ne soient pas encore généralisées. Il demande que M. le Préfet mette sur pied une organisation de visites sociales qui contribuera à l'instruction des mères en leur donnant des conseils sur les soins à donner aux enfants.

Le rapport de la Commission du budget

M. Demolon donne lecture du rapport de la Commission du budget. Seules les ressources exceptionnelles ont permis l'équilibre du budget supplémentaire.

Malgre les ressources limitées dont il a pu traverser de l'Atlantique jusqu'à l'Amérique du Sud. Tous les essais qui ont été tentés pour communiquer par T.S.F. avec l'aviateur disparu ont échoué et on éprouve beaucoup d'inquiétude à son sujet.

L'aviateur Nungesser est arrivé au Bourget

Le Bourget, 5 mai. -- L'aviateur Nungesser est arrivé à 7 h. 20, au port aérien du Bourget, après avoir fait, pendant une demi-heure, des vols en altitude, au-dessus du port.

LES GRANDS RAIDS AERIENS

Daves et Rossi sont arrivés à Villacoublay

Paris, 6 mai. -- Le capitaine Daves et l'adjudant Rossi sont arrivés à Villacoublay après 11 h. 45 de vol sans escale. Ils ont eu mauvais temps, de Cordoue à Bayonne.

Une explosion dans une usine

Deux morts, trois blessés

Argentan, 6 mai. -- Un appareil servant à la soudure automatique a fait explosion dans une usine de Messin-Mubor. On compte deux morts et trois blessés dont un grièvement.

Une exécution capitale à Alger

Alger, 6 mai. -- Ce matin, à 4 h. 40, sur la place publique de Kerkira, a été exécuté par la guillotine le nommé Boudou, condamné à mort par la Cour criminelle de Bougie, pour meurtre de l'inspecteur de la Sûreté Lambarde et de son propre frère, Boudou Auguste. Ce meurtre avait été commis au début 1926.

être fait état au budget supplémentaire, le Conseil général a voté des crédits pour travaux à effectuer aux routes et pour travaux d'extension du réseau téléphonique.

Le budget

Table with 2 columns: Recettes, Dépenses, Excédent de recettes. Values: 140.444.228 97, 140.408.766 99, 35.662 28.

Divers vœux sont encore émis, dont notamment ceux concernant la continuation des travaux du canal du Nord, la construction de ponts, puis l'ordre du jour étant épuisé la séance est levée après que le Conseil général ait fixé une session extraordinaire en juin, et la prochaine session ordinaire au 25 septembre prochain.

M. J. Su.



PAVOISONS en l'honneur de Jeanne d'Arc

La France entière fêtera demain, dimanche, la mémoire de la noble héroïne, Sainte Jeanne d'Arc, dont la brave sœur a l'admiration de tous les peuples, et même ses propres ennemis, les Anglais.

Que le drapeau tricolore, emblème de la Patrie qu'elle a sauvée, flotte à toutes les demeures Nord-prouvosts ainsi notre reconnaissance envers elle doit, cinq siècles plus tard, nos vœux et nos hommages.

Le Conseil Municipal ratifie ensuite la décision de la Commission Intermunicipale de Roubaix-Tourcoing de recevoir définitivement l'entente de l'Association des Sociétés de Secours Mutuels de Roubaix-Tourcoing.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

La mise à prix annuelle de l'impôt est fixée à la somme de vingt mille francs.

VOIRIE MUNICIPALE

Le Conseil donne ensuite un avis favorable à la rétrocession d'un terrain de la rue Boreux de M. Paul Petit, moyennant une somme de 8.443 fr. Il décide d'accorder une indemnité de 2.500 fr. à M. Delcroix, à titre d'intérêt d'une somme due par la ville et approuve le projet d'établissement d'un garage de tramway au carrefour des rues Henri Carrette et Cuvellier.

L'Assemblée émet également un avis favorable à l'installation de canalisations d'eau potable dans diverses rues et portions de rues de la ville (total : 251.000 fr.) et autorise la cession à la Ville, par M. Demolon, d'un terrain de 200 m. de terrain en bordure de la place Carnot (dépense : 370 francs).

Elle approuve l'acte de vente de terrains situés rue des Sept-Fontaines, à M. Castellan, pour une somme de 1.217 fr. 50.

Le Conseil décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.

Le Conseil Municipal décide ensuite d'approuver le projet de restauration de la chaussée du boulevard de Beaurepaire, de la place Faidherbe à la rue de Valenciennes. La dépense incombant à la Ville du fait de ces travaux se monterait à 483.120 fr.